

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/378

31 mars 2003

(03-1808)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

RAPPORT CONCERNANT L'ANALYSE DES NOTIFICATIONS SPS DE 2002

Communication de la Chine

Contexte

1. À la réunion du Comité SPS de novembre 2002, la délégation de la Chine a offert d'effectuer une analyse de la mise en œuvre de l'obligation de notification au titre de l'Accord SPS par les Membres de l'OMC durant l'année 2002 et de présenter une proposition de modification des procédures de notification des mesures SPS à la 26^{ème} réunion du Comité en avril 2003.

2. Ces derniers mois, la Chine a rassemblé, résumé et analysé toutes les notifications SPS présentées en 2002 et a étudié les questions soulevées par les données statistiques. Sur la base de ce travail, elle a présenté une proposition de modification des procédures de notification des mesures SPS (G/SPS/W/131).

Introduction générale

3. L'OMC comptait 145 Membres au 31 décembre 2002. En 2002, 47 de ces Membres ont présenté 663 notifications SPS au total.¹ Les dix premiers Membres quant au nombre de notifications présentées étaient les suivants: États-Unis (222), Canada (53), Communautés européennes (47), Nouvelle-Zélande (41), Corée (25), Colombie (21), Chili (21), Brésil (20), Mexique (19) et El Salvador (17). (Voir l'annexe, tableau 1.)

4. En tant que nouveau Membre de l'OMC, la Chine s'est bien acquittée de ses obligations en matière de transparence. Elle a notifié 15 nouvelles mesures SPS en 2002 et s'est classée au douzième rang pour le nombre de notifications présentées. En outre, elle a également notifié 140 mesures SPS conformément à ses engagements au titre du Protocole d'accession.

5. Sur un total de 673 notifications distribuées en 2002, 374 étaient des notifications courantes (55,6 pour cent du total), 96 des notifications de mesures d'urgence (14,3 pour cent), 162 des addenda (24,1 pour cent), 13 des révisions (1,9 pour cent) et 28 des corrigenda (4,2 pour cent).

6. L'analyse des points intitulés "Produits visés" (point 3) et "Teneur" (point 6) du modèle de notification a montré que les questions qui ont fait l'objet du plus grand nombre de notifications en 2002 étaient, entre autres, les suivantes:

- Limites maximales de résidus (LMR): 127 notifications (dont 83 des États-Unis, 25 du Canada et dix des Communautés européennes).

¹ Sans compter les 140 notifications présentées par la Chine conformément au Protocole d'accession.

- Additifs alimentaires: 29 notifications (dont sept du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (TPKM), sept des États-Unis, quatre des Communautés européennes et quatre du Japon).
- ESB: 27 notifications (dont cinq des États-Unis, quatre de la Chine et trois de Cuba).
- Fièvre aphteuse: 21 notifications (dont trois du Pérou).
- OGM: 12 notifications (dont quatre de la Nouvelle-Zélande).
- Grippe aviaire: 12 notifications (dont quatre de la Colombie).
- Maladie de Newcastle: dix notifications.

7. L'analyse du point "Objectif et justification" (point 7) a révélé que, sur l'ensemble des notifications présentées en 2002, l'innocuité des produits alimentaires, avec 284 notifications, constituait le problème le plus important; la santé des animaux a pris la deuxième place, avec 130 notifications; la préservation des végétaux a compté pour 116 notifications; la protection de la santé des personnes contre des maladies véhiculées par des animaux ou des végétaux a compté pour 64 notifications; enfin, 39 notifications traitaient de la protection d'un territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites. (Voir l'annexe, tableau 2.)

8. L'analyse a montré de grandes différences dans la manière dont les Membres ont compris le point 8, "Existence de normes, directives ou recommandations internationales" et ont rempli la case correspondante. Certains des principaux problèmes peuvent être résumés comme suit:

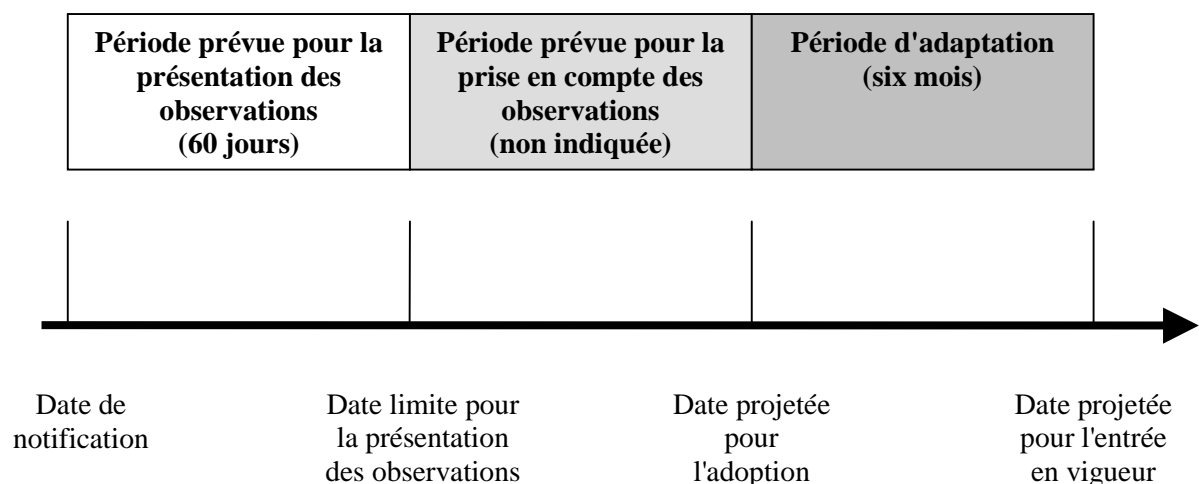
- a) Conformément aux dispositions de l'Annexe B de l'Accord SPS et aux Procédures recommandées en matière de transparence (G/SPS/7/Rev.2), le fait d'indiquer une organisation internationale sous ce point signifie qu'il existe une norme internationale pertinente et que la mesure SPS notifiée est incompatible avec celle-ci. Toutefois, dans les faits, c'est aux seules fins de transparence que certains Membres ont également notifié des mesures SPS fondées sur des normes internationales pertinentes. Bien que cette pratique ait été encouragée par le Comité, le modèle de notification actuel ne tient pas compte de cette situation et, de ce fait, cause quelques problèmes de compréhension.
- b) La plupart des notifications n'indiquaient pas la différence entre la mesure notifiée et la norme internationale, même lorsqu'il existait effectivement une norme internationale pertinente.
- c) Les Directives des CE, les règles de l'EPA (États-Unis), etc., étaient identifiées comme étant des "normes internationales" dans certaines notifications.
- d) La case correspondant au point en question n'était pas remplie.

Compte tenu de ce qui précède, la Chine a fait quelques suggestions concernant ce point dans sa proposition visant à modifier la procédure de notification des mesures SPS (G/SPS/W/131).

Période prévue pour la présentation des observations et période d'adaptation

9. Les définitions ci-après permettront de mieux comprendre l'analyse (voir le graphique 1):
- *Date de notification:* date à laquelle l'OMC distribue la notification, c'est-à-dire la date figurant en haut à droite du modèle de notification.
 - *Date limite pour la présentation des observations:* délai d'acceptation par le Membre auteur de la notification des observations communiquées par d'autres Membres (voir le point 12 du modèle de notification).
 - *Date projetée pour l'adoption:* date à laquelle le Membre auteur de la notification prévoit d'adopter la mesure SPS notifiée (voir le point 10 du modèle de notification).
 - *Date projetée pour l'entrée en vigueur:* date projetée à laquelle il est prévu que la mesure SPS notifiée entre en vigueur (voir le point 11 du modèle de notification).
 - *Période prévue pour la présentation des observations:* délai entre la date de distribution de la notification et la date limite pour la présentation des observations. Conformément aux Procédures recommandées en matière de transparence, la période prévue pour la présentation des observations devrait normalement ne pas être inférieure à 60 jours.
 - *Période prévue pour la prise en compte des observations:* délai entre la date limite pour la présentation des observations et la date projetée pour l'adoption.
 - *Période d'adaptation:* délai entre la date de publication de la mesure SPS notifiée et la date d'entrée en vigueur, qui devrait normalement ne pas être inférieur à six mois selon la Décision ministérielle de Doha (WT/MIN(01)/17, paragraphe 3.2).

Graphique 1: quatre dates et trois délais



10. Les statistiques ont montré que seules 79 notifications courantes sur 374 (c'est-à-dire 21,1 pour cent) prévoyaient un délai d'au moins 60 jours pour la présentation des observations, et que 230 notifications (61,5 pour cent) prévoyaient un délai plus court. Pour onze notifications (2,9 pour cent), la date limite de présentation des observations était antérieure à la date de notification correspondante. Dans ces conditions, les autres Membres ne pouvaient user de leur droit de présenter des observations sur les notifications. De plus, dans 54 notifications (14,5 pour cent), aucune date limite pour la présentation des observations n'était indiquée. (Voir l'annexe, tableau 3.)

11. Le paragraphe 2 de l'Annexe B de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

"Sauf en cas d'urgence, les Membres ménageront un délai raisonnable entre la publication d'une réglementation sanitaire ou phytosanitaire et son entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs des Membres exportateurs, en particulier des pays en développement Membres, le temps d'adapter leurs produits et méthodes de production aux exigences du Membre importateur."

Le paragraphe 3.2 de la Décision ministérielle de Doha précise en outre ce qui suit: "*Sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 2 de l'Annexe B de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'expression "délai raisonnable" sera interprétée comme signifiant normalement une période qui ne sera pas inférieure à six mois.*"

12. Toutefois, le modèle de notification ne prévoit de cases que pour la date projetée pour l'adoption (point 10) et la date projetée pour l'entrée en vigueur (point 11); aucune case n'est prévue pour la date de publication. D'une manière générale, la date de publication ne devrait pas être antérieure à la date d'adoption. Aux fins de notre analyse, nous avons supposé que tous les Membres rendaient publiques leurs mesures SPS le jour même de l'adoption de ces mesures. En d'autres termes, la date d'adoption a été considérée comme le début de la période d'adaptation lorsque nous avons analysé la manière dont les Membres auteurs des notifications appliquaient cette période de six mois.

13. Les statistiques ont montré que seules 14 notifications (3,7 pour cent des notifications courantes) prévoyaient au moins six mois pour l'adaptation, que 128 notifications (34,2 pour cent) prévoyaient une période d'adaptation de moins de six mois et que 232 notifications (62,1 pour cent) n'indiquaient pas la date d'adoption et/ou la date d'entrée en vigueur. (Voir l'annexe, tableau 4.)

14. L'Annexe B de l'Accord SPS précise que les observations présentées par les autres Membres devraient être prises en compte sérieusement. Les statistiques indiquent que seules 67 notifications (17,9 pour cent) prévoyaient, pour tenir compte des observations des autres Membres, au moins un jour entre la date limite pour la présentation des observations et la date d'adoption. Les 307 notifications restantes ne prévoyaient aucun délai pour la prise en compte des observations, ou n'indiquaient pas de date limite pour la présentation des observations et/ou de date projetée pour l'adoption. Pour 38 de ces notifications, la date d'adoption était antérieure à la date limite pour la présentation des observations. (Voir l'annexe, tableau 5.)

Proposition

15. Sur la base de l'analyse des notifications de l'année 2002, la délégation de la Chine a présenté une proposition de modification des procédures de notification des mesures SPS (G/SPS/W/131).

ANNEXE

TABLEAU 1 - ENSEMBLE DES NOTIFICATIONS

	Membre	Total	Part du total	Notifications courantes		Notifications de mesures d'urgence		Nombre de départ	Nombre final
				Nombre	Part	Nombre	Part		
1	États-Unis	225	33,43%	117	52,00%	10	4,44%	527	653
2	Canada	58	8,62%	32	55,17%	2	3,45%	124	157
3	Union européenne	47	6,98%	27	57,45%	8	17,02%	147	181
4	Nouvelle-Zélande	41	6,09%	33	80,49%	3	7,32%	162	197
5	Corée	25	3,71%	14	56,00%	2	8,00%	107	122
6	Colombie	22	3,27%	11	50,00%	8	36,36%	50	68
7	Chili	22	3,27%	16	72,73%	0	0,00%	105	120
8	Brésil	20	2,97%	11	55,00%	2	10,00%	61	73
9	Mexique	19	2,82%	8	42,11%	7	36,84%	176	190
10	El Salvador	17	2,53%	9	52,94%	1	5,88%	36	45
11	Philippines	16	2,38%	4	25,00%	6	37,50%	36	45
12	Chine	15	2,23%	4	26,67%	11	73,33%	1	15
13	Japon	15	2,23%	10	66,67%	4	26,67%	78	91
14	TPKM	14	2,08%	13	92,86%	1	7,14%	1	14
15	Australie	12	1,78%	10	83,33%	0	0,00%	135	144
16	Thaïlande	11	1,63%	11	100,00%	0	0,00%	82	92
17	Argentine	10	1,49%	3	30,00%	4	40,00%	64	70
18	Cuba	6	0,89%	6	100,00%	0	0,00%	1	6
19	Lettonie	5	0,74%	1	20,00%	4	80,00%	42	46
20	Slovénie	6	0,89%	2	33,33%	3	50,00%	13	17
21	Pérou	5	0,74%	2	40,00%	3	60,00%	39	43
22	Afrique du Sud	5	0,74%	5	100,00%	0	0,00%	10	14
23	Bolivie	4	0,59%	0	0,00%	3	75,00%	1	3
24	Costa Rica	4	0,59%	1	25,00%	3	75,00%	25	28
25	Pays-Bas	4	0,59%	2	50,00%	1	25,00%	56	58
26	Suisse	4	0,59%	3	75,00%	1	25,00%	28	31
27	Uruguay	4	0,59%	0	0,00%	1	25,00%	5	5
28	Singapour	4	0,59%	1	25,00%	0	0,00%	22	22
29	Bélarus	3	0,45%	3	100,00%	0	0,00%	1	3
30	Hong Kong, Chine	3	0,45%	1	33,33%	1	33,33%	18	19
31	Inde	3	0,45%	3	100,00%	0	0,00%	9	11
32	Panama	2	0,30%	2	100,00%	0	0,00%	39	40
33	Belgique	3	0,45%	2	66,67%	0	0,00%	6	7
34	Maurice	2	0,30%	2	100,00%	0	0,00%	8	9
35	Hongrie	2	0,30%	1	50,00%	1	50,00%	14	15
36	Indonésie	2	0,30%	1	50,00%	1	50,00%	17	18
37	Royaume-Uni	2	0,30%	0	0,00%	2	100,00%	2	3
38	Jordanie	2	0,30%	0	0,00%	2	100,00%	1	2
39	Danemark	1	0,15%	1	100,00%	0	0,00%	3	3
40	Malaisie	1	0,15%	1	100,00%	0	0,00%	12	12
41	Rép. slovaque	1	0,15%	1	100,00%	0	0,00%	21	21
42	Bahreïn	1	0,15%	0	0,00%	1	100,00%	4	4
43	Autriche	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%		
44	Rép. tchèque	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%		
45	Allemagne	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%		
46	Pologne	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%		
47	Roumanie	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%		

TABLEAU 2 - NOTIFICATIONS EN FONCTION DES OBJECTIFS

	Membre	Innocuité des produits alimentaires		Santé des animaux		Préservation des végétaux		Protection de la santé des personnes		Protection du territoire	
		Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
1	États-Unis	104	81,89%	15	11,81%	12	9,45%	4	3,15%	0	0,00%
2	Nouvelle-Zélande	8	22,22%	8	22,22%	22	61,11%	3	8,33%	2	5,56%
3	Union européenne	29	82,86%	10	28,57%	9	25,71%	1	2,86%	0	0,00%
4	Canada	24	70,59%	1	2,94%	13	38,24%	2	5,88%	3	8,82%
5	Colombie	1	5,26%	15	78,95%	3	15,79%	0	0,00%	0	0,00%
6	Chili	0	0,00%	4	25,00%	12	75,00%	0	0,00%	0	0,00%
7	Corée	9	56,25%	1	6,25%	6	37,50%	1	6,25%	0	0,00%
8	Chine	7	46,67%	3	26,67%	3	20,00%	7	46,67%	1	6,67%
9	Mexique	2	13,33%	3	20,00%	5	33,33%	0	0,00%	6	40,00%
10	Japon	12	85,71%	3	21,43%	2	14,29%	2	14,29%	0	0,00%
11	TPKM	11	78,57%	3	21,43%	0	0,00%	1	7,14%	0	0,00%
12	Brésil	5	38,46%	4	30,77%	4	30,77%	4	30,77%	4	30,77%
13	Thaïlande	10	90,91%	3	27,27%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
14	Australie	7	70,00%	0	0,00%	3	30,00%	2	20,00%	2	20,00%
15	Philippines	9	90,00%	9	90,00%	1	10,00%	8	80,00%	7	70,00%
16	El Salvador	3	30,00%	6	60,00%	6	60,00%	6	60,00%	6	60,00%
17	Argentine	3	42,86%	6	85,71%	3	42,86%	4	57,14%	2	28,57%
18	Cuba	0	0,00%	2	33,33%	3	50,00%	1	16,67%	2	33,33%
19	Lettonie	3	60,00%	4	80,00%	1	20,00%	5	100,00%	0	0,00%
20	Pérou	1	20,00%	4	80,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
21	Slovénie	3	60,00%	3	60,00%	2	40,00%	1	20,00%	0	0,00%
22	Afrique du Sud	5	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
23	Suisse	2	50,00%	1	25,00%	1	25,00%	0	0,00%	0	0,00%
24	Costa Rica	0	0,00%	1	25,00%	3	75,00%	1	25,00%	0	0,00%
25	Bélarus	3	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
26	Bolivie	1	33,33%	3	100,00%	0	0,00%	1	33,33%	1	33,33%
27	Inde	3	100,00%	3	100,00%	0	0,00%	2	66,67%	0	0,00%
28	Pays-Bas	2	66,67%	2	66,67%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
29	Belgique	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	50,00%	0	0,00%
30	Royaume-Uni	1	50,00%	1	50,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
31	Hong Kong, Chine	0	0,00%	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
32	Hongrie	1	50,00%	1	50,00%	1	50,00%	0	0,00%	0	0,00%
33	Indonésie	2	100,00%	2	100,00%	0	0,00%	1	50,00%	1	50,00%
34	Jordanie	2	100,00%	2	100,00%	0	0,00%	2	100,00%	0	0,00%
35	Maurice	2	100,00%	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
36	Panama	2	100,00%	2	100,00%	0	0,00%	2	100,00%	0	0,00%
37	Bahreïn	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
38	Danemark	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
39	Malaisie	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
40	Singapour	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
41	Rép. slovaque	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%	1	100,00%
42	Uruguay	1	100,00%	1	100,00%	0	0,00%	1	100,00%	1	100,00%
	Total	284	60,43%	130	27,66%	116	24,68%	64	13,62%	39	8,30%

* Ce tableau a été établi sur la base d'une sélection multiple.

**TABLEAU 3 - NOTIFICATIONS EN FONCTION DE LA PÉRIODE PRÉVUE
POUR LA PRÉSENTATION DES OBSERVATIONS**

	Membre	<=0 jour		1-15 jours		16-30 jours		31-45 jours		46-59 jours		>=60 jours		n.d.	
		Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
1	Belgique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%
2	Danemark	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%
3	Canada	0	0,0%	0	0,0%	1	3,1%	0	0,0%	5	15,6%	23	71,9%	3	9,4%
4	Union européenne	0	0,0%	4	14,8%	1	3,7%	1	3,7%	1	3,7%	18	66,7%	2	7,4%
5	Thaïlande	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	6	54,5%	5	45,5%
6	Japon	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	40,0%	1	10,0%	4	40,0%	1	10,0%
7	Nouvelle-Zélande	0	0,0%	2	6,1%	3	9,1%	3	9,1%	16	48,5%	9	27,3%	0	0,0%
8	Philippines	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	25,0%	3	75,0%
9	Corée	0	0,0%	1	7,1%	2	14,3%	2	14,3%	6	42,9%	3	21,4%	0	0,0%
10	Afrique du Sud	3	60,0%	0	0,0%	1	20,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	20,0%	0	0,0%
11	Colombie	0	0,0%	0	0,0%	1	9,1%	2	18,2%	2	18,2%	2	18,2%	4	36,4%
12	États-Unis	2	1,7%	11	9,4%	54	46,2%	6	5,1%	28	23,9%	9	7,7%	7	6,0%
13	Chili	0	0,0%	0	0,0%	9	56,3%	7	43,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
14	TPKM	2	15,4%	1	7,7%	2	15,4%	6	46,2%	2	15,4%	0	0,0%	0	0,0%
15	Brésil	2	18,2%	1	9,1%	2	18,2%	1	9,1%	1	9,1%	0	0,0%	4	36,4%
16	Australie	0	0,0%	1	10,0%	0	0,0%	3	30,0%	6	60,0%	0	0,0%	0	0,0%
17	El Salvador	0	0,0%	3	33,3%	6	66,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
18	Mexique	0	0,0%	0	0,0%	6	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	25,0%
19	Cuba	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	6	100,0%
20	Chine	0	0,0%	2	50,0%	0	0,0%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	25,0%
21	Argentine	0	0,0%	0	0,0%	1	33,3%	0	0,0%	1	33,3%	0	0,0%	1	33,3%
22	Bélarus	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	100%	0	0,0%	0	0,0%
23	Suisse	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	33,3%	2	66,7%	0	0,0%	0	0,0%
24	Inde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	100,0%
25	Maurice	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%
26	Pays-Bas	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%
27	Panama	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%
28	Pérou	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	1	50,0%
29	Slovénie	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
30	Costa Rica	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%
31	Hong Kong, Chine	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%
32	Hongrie	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
33	Indonésie	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%
34	Lettonie	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%
35	Malaisie	1	100%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
36	Singapour	1	100%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
37	Rép. slovaque	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%
	Total	11	2,9%	28	7,5%	89	23,8%	38	10,1%	75	20,1%	79	21,1%	54	14,4%

TABLEAU 4 - NOTIFICATIONS EN FONCTION DE LA PÉRIODE D'ADAPTATION

	Membre	Période la plus longue (jours)	Période la plus courte (jours)	>=6 mois		<6 mois		n.d.	
				Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
1	Hongrie	720	720	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%
2	Union européenne	720	0	7	25,93%	14	51,85%	6	22,22%
3	Brésil	180	0	2	18,18%	5	45,45%	4	36,36%
4	Thaïlande	186	0	1	9,09%	10	90,91%	0	0,00%
5	Colombie	252	7	1	9,09%	5	45,45%	5	45,45%
6	Corée	225	0	1	7,14%	2	14,29%	11	78,57%
7	États-Unis	180	0	1	0,85%	11	9,40%	105	89,74%
8	Inde	0	0	0	0,00%	3	100,00%	0	0,00%
9	Rép. slovaque	45	45	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
10	Singapour	0	0	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
11	Malaisie			0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
12	Lettonie	0	0	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
13	Indonésie	0	0	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
14	Hong Kong	0	0	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
15	Danemark	0	0	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
16	Costa Rica	0	0	0	0,00%	1	100,00%	0	0,00%
17	Slovénie	30	30	0	0,00%	2	100,00%	0	0,00%
18	Pérou	1	1	0	0,00%	1	50,00%	1	50,00%
19	Panama	106	0	0	0,00%	2	100,00%	0	0,00%
20	Pays-Bas	1	1	0	0,00%	1	50,00%	1	50,00%
21	Maurice	0	0	0	0,00%	2	100,00%	0	0,00%
22	Belgique			0	0,00%	0	0,00%	2	100,00%
23	Suisse	120	30	0	0,00%	2	66,67%	1	33,33%
24	Bélarus	60	60	0	0,00%	3	100,00%	0	0,00%
25	Argentine	0	0	0	0,00%	3	100,00%	0	0,00%
26	Philippines	0	0	0	0,00%	1	25,00%	3	75,00%
27	Chine	93	83	0	0,00%	3	75,00%	1	25,00%
28	Afrique du Sud	0	0	0	0,00%	5	100,00%	0	0,00%
29	Cuba			0	0,00%	0	0,00%	6	100,00%
30	Mexique	0	0	0	0,00%	2	25,00%	6	75,00%
31	El Salvador	109	7	0	0,00%	9	100,00%	0	0,00%
32	Japon	0	-30	0	0,00%	3	30,00%	7	70,00%
33	Australie			0	0,00%	0	0,00%	10	100,00%
34	Taiwan	0	0	0	0,00%	2	15,38%	11	84,62%
35	Chili			0	0,00%	0	0,00%	16	100,00%
36	Canada	65	0	0	0,00%	3	9,38%	29	90,63%
37	Nouvelle-Zélande	90	0	0	0,00%	27	81,82%	6	18,18%
	Total			14	3,80%	128	34,22%	232	62,03%

**TABLEAU 5 - NOTIFICATIONS EN FONCTION DE LA PÉRIODE PRÉVUE
POUR LA PRISE EN COMPTE DES OBSERVATIONS**

	Membre	Période la plus longue (jours)	Période la plus courte (jours)	>0 jour		=0 jour		<0 jour		n.d.	
				Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Part
1	Bélarus	26	26	3	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
2	Slovénie	30	15	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
3	Danemark	20	20	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
4	Hongrie	25	25	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
5	Singapour	1	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
6	El Salvador	9	-109	7	77,78%	0	0,00%	2	22,22%	0	0,00%
7	Union européenne	273	-3	20	74,07%	0	0,00%	1	3,70%	6	22,22%
8	Nouvelle-Zélande	180	-94	17	51,52%	0	0,00%	11	33,33%	5	15,15%
9	Pérou	15	15	1	50,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	50,00%
10	Argentine	7	0	1	33,33%	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%
11	Suisse	75	-15	1	33,33%	0	0,00%	1	33,33%	1	33,33%
12	Chine	12	-92	1	25,00%	0	0,00%	2	50,00%	1	25,00%
13	Philippines	3	3	1	25,00%	0	0,00%	0	0,00%	3	75,00%
14	Brésil	228	-90	2	18,18%	0	0,00%	2	18,18%	7	63,64%
15	TPKM	140	1	2	15,38%	0	0,00%	0	0,00%	11	84,62%
16	Corée	17	15	2	14,29%	0	0,00%	0	0,00%	12	85,71%
17	Japon	1	1	1	10,00%	0	0,00%	0	0,00%	9	90,00%
18	Canada	15	-77	1	3,13%	0	0,00%	2	6,25%	29	90,63%
19	États-Unis	1 353	-57	2	1,71%	2	1,71%	4	3,42%	109	93,16%
20	Brésil			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	16	100,00%
21	Colombie	-66	-163	0	0,00%	0	0,00%	6	54,55%	5	45,45%
22	Thaïlande	-184	-259	0	0,00%	0	0,00%	6	54,55%	5	45,45%
23	Australie			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	10	100,00%
24	Mexique			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	8	100,00%
25	Cuba			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	100,00%
26	Afrique du Sud	-90	-90	0	0,00%	0	0,00%	1	20,00%	4	80,00%
27	Inde			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	3	100,00%
28	Belgique			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	100,00%
29	Maurice			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	100,00%
30	Pays-Bas			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	100,00%
31	Panama			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	100,00%
32	Costa Rica			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
33	Hong Kong, Chine			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
34	Indonésie			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
35	Lettonie			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
36	Malaisie			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
37	Rép. slovaque			0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	100,00%
	Total			67	17,91%	3	0,80%	38	10,16%	266	71,12%